

**SYNDICAT
DES P&T** a.s.b.l.

affilié à la **CGFP**

POSTFAX

No 76

février 2025

**HARMONISATION
DES CARRIÈRES
INFÉRIEURES : UNE
AVANCÉE DÉCISIVE !**



**SYNDICAT
DES P&T** a.s.b

CGFP



**Présentation des
candidats pour les
élections CHFEP**

**ACCORD DE
MÉDIATION /
EXAMENS**

**Un choix clair
pour l'avenir**

Gilbert Goergen

**12 Punkte-Abkommen:
Es ist vollbracht!**



IMPRESSUM:



ADRESSE:

POSTFAX
SYNDICAT DES P&T
B.P. 2550
L-1025 Luxembourg

TIRAGE

2000 ex

Imprimé au Luxembourg

Copyright © 2025 Postfax

76^e édition

CONTENU

- 3 Un choix clair pour l'avenir - Gilbert GOERGEN
- 4 CGFP Renouvellement du Bureau
- 5 Accord de médiation / Examens
- 5 Entrevue avec le Ministre de l'Economie M. Lex DELLES
- 6 Les candidats du Syndicat des P&T pour les élections
- 7-11 Présentation des candidats CGFP pour les élections
- 12-15 12 Punkte Abkommen - Es ist vollbracht
- 16 Déménagement du siège du Syndicat des P&T
- 17 Entrevue avec le Ministre de l'Economie M. Lex DELLES
- 18 Harmonisation des carrières inférieures
- 19 Erneuerung von de Mandater an der Chambre des
Fonctionnaires et employés publics





Élections à la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics

— Un choix clair pour l'avenir

CHÈRES COLLÈGUES, CHERS COLLÈGUES,

Le **6 mars 2025**, les agents du secteur public éliront leurs représentants à la **Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics**. Il s'agit d'un moment clé pour assurer une défense forte et cohérente de nos droits, de nos conditions de travail et de l'avenir du service public.

Dans ce contexte, il est essentiel de faire un choix clair entre des représentants **historiquement engagés et constants dans la défense des intérêts des fonctionnaires et d'autres qui changent de position au gré des opportunités politiques**.

Une question de cohérence et de crédibilité.

Nous constatons aujourd'hui que **certains candidats, qui étaient autrefois proches de la CGFP et même membres de son bureau, se présentent maintenant sur une liste de l'OGBL**, organisation dont l'idéologie et l'approche sont fondamentalement différentes de celles qui ont toujours guidé la défense des fonctionnaires et employés publics.

Comment peut-on prétendre représenter **de manière crédible les intérêts des agents du secteur public en changeant de position selon les circonstances ? Nos collègues méritent des représentants fiables, constants et engagés sur le long terme**, et non des opportunistes qui naviguent d'un mouvement à l'autre en fonction des élections.

Gilbert Goergen
Président du Syndicat des P&T

Pourquoi choisir la CGFP ?

- **Une défense exclusive des fonctionnaires et employés publics** : Contrairement à d'autres organisations syndicales généralistes, la CGFP défend **uniquement** les intérêts des agents du secteur public.
- **Une légitimité et une influence reconnues** : Forte d'une **expérience et d'une expertise incontestables**, la CGFP est le **partenaire social privilégié du dialogue avec l'État**.
- **Des résultats concrets** : Nous avons obtenu des **améliorations significatives des conditions de travail, des garanties statutaires solides**, et nous continuerons à défendre **avec fermeté les droits de tous les agents du secteur public**.

Un choix pour le Syndicat des P&T – Groupes de traitement 3 et 4

Les collègues des **groupes de traitement 3 et 4** sont directement concernés par ces élections. Votre vote est **essentiel** pour garantir que vos représentants défendent **avec force** vos intérêts spécifiques et ceux de l'ensemble des salariés du secteur public.

Nous vous appelons donc à soutenir les candidats du **Syndicat des P&T et de la CGFP**, qui ont toujours fait preuve d'un engagement sans faille, d'une expertise reconnue et d'une volonté réelle de défendre **vos conditions de travail et votre avenir professionnel**.

Le 6 mars, **votons pour la cohérence, la crédibilité et la défense efficace des agents publics**.

VOTEZ POUR LES CANDIDATS DU SYNDICAT DES P&T ET DE LA CGFP !



RENOUVELLEMENT DU BUREAU FÉDÉRAL DE LA CGFP

En date du 9 décembre 2024, **les organes dirigeants de la CGFP** (Confédération Générale de la Fonction Publique) **ont été renouvelés.**

Pour le Syndicat des P&T, il est important de mentionner que **M. Gilbert GOERGEN** a été élu Vice-Président Fédéral de la CGFP. **MM. Sacha PETULOWA** et **Daniel NESTLER** représentent le Syndicat des P&T au sein du **Comité Exécutif de la CGFP.**



De gauche à droite :
Christian Schleck, Gilbert Goergen, Steve Heiliger, Romain Wolff, Claude Heiser, Patrick Remakel, Karin Jaffke

Les 7 dirigeants de la CGFP sont :

M. Romain WOLFF	Président
M. Claude HEISER	1er Vice-Président
M. Gilbert GOERGEN	Vice-Président
M. Steve HEILIGER	Secrétaire général
M. Patrick REMAKEL	Trésorier
Mme Karin JAFFKE	Assesseur
M. Christian SCHLECK	Assesseur

Accord de médiation / Examens



Après le grand succès du Syndicat des P&T avec la signature en date du **22 décembre 2023 de la convention de médiation** avec le Directeur général, nous sommes satisfaits de voir que la mise en place de cette dernière commence à se concrétiser. En effet, nous avons un grand nombre de collaborateurs qui ont décidé de changer de statut et devenir des « Employés de l'Etat » de droit public.

Nous avons donc **124 personnes qui ont décidé de participer aux examens de carrière**, dont :

- **51** pour le groupe de traitement **B1**,
- **61** pour le groupe de traitement **C1**, et
- **12** pour le groupe de traitement **D1**

Faut aussi compter ceux des groupes de traitement A2 et A1, pour lesquels aucun examen n'est prévu, et ceux qui ont décidé de changer de statut sans passer l'examen de carrière.

La **commission d'examen**, qui a été nommée par le Directeur général, a entamé son travail d'organisation. Comme la commission est confrontée à une charge de travail considérable, de nombreux volontaires au sein du Syndicat des P&T ont été nommés pour aider les Ressources Humaines dans l'organisation et la correction des examens. **4 séances d'examen** ont déjà été fixées :

- **6 et 7 mars 2025** Groupes de traitement **B1** et **D1**
- **13 et 14 mars 2025** Groupes de traitement **C1**
- **20 et 21 mars 2025** Groupes de traitement **B1** et **D1**
- **27 et 28 mars 2025** Groupes de traitement **C1**

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à faire de cet accord de médiation un véritable succès, permettant à de nombreux collaborateurs de passer vers le statut de « l'Employé de l'Etat ». Nous tenons particulièrement à remercier le secrétaire de la commission d'examen pour l'énorme travail qu'il a accompli jusqu'à présent.

Quelques chiffres intéressants concernant cet examen :

- **124 candidats** pour faire l'examen
- **783 enveloppes** contenant les questions des examens
 - **357 enveloppes** pour le groupe de traitement **B1**
 - **366 enveloppes** pour le groupe de traitement **C1**
 - **60 enveloppes** pour le groupe de traitement **D1**
- **7 examens** pour chaque agent du groupe de traitement **B1**
- **6 examens** pour chaque agent du groupe de traitement **C1**
- **5 examens** pour chaque agent du groupe de traitement **D1**

A noter que tous les changements de statut effectués avant la fin du mois de juin 2025 seront pris en compte rétroactivement au 1er janvier 2025. Tous les candidats pourront donc attendre le résultat des examens avant de prendre leur décision définitive.

Le changement du statut en soit engendre une énorme complexité technique. Si vous avez des questions, vous pouvez contacter le Syndicat des P&T par courriel : secretariat@syndicat-pt.lu

Elections Chambre des Fonctionnaires et Employés publics

A partir du **6 mars 2025**, tous les agents de droit public pourront participer aux élections pour la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Le Président du bureau électoral fera parvenir aux électeurs, sous forme d'une « lettre simple », un bulletin de vote et une notice contenant les instructions de vote.

4 agents du Syndicat des P&T figurent sur les listes électorales qui sont divisées comme suit :



GROUPE 2 (Groupe de traitement A2)

GROUPE 3 (Groupe de traitement B1)



Secrétaire général de l'Association Générale des Cadres, Secrétaire général du Syndicat des P&T, Membre du Comité fédéral et du Comité exécutif de la CGFP

Daniel NESTLER

INFORMATICIEN CHEZ POST LUXEMBOURG



Vice-Président de l'AGATA, Membre assesseur du Syndicat des P&T, Membre assesseur de la FGEC, Membre du Comité fédéral et du Comité exécutif de la CGFP, Membre suppléant de la CHFEP

Laurent BECKER

FONCTIONNAIRE ENTREPRISE DES P&T

GROUPE 4 (Groupe de traitement C et D)



Vice-Président de la CGFP et de la CHFEP, Président de la FGEC, du Syndicat des P&T et de l'AGATA, Membre des CA de POST Lux. et du Fonds du Logement., de la Commission des pensions, du Conseil de discipline, Président du CA de la CCMC

Gilbert GOERGEN

FONCTIONNAIRE/POST LUXEMBOURG



Président de la Bréifdréeschgewerkschaft, Vice-Président du Syndicat des P&T, Membre du Comité fédéral de la CGFP, Membre de la CHFEP, Délégué à la Conférence des Comités de la CGFP

Raymond JUCHEM

FONCTIONNAIRE/POST LUXEMBOURG

Nous invitons tout le monde à soutenir les candidats du Syndicat des P&T lors de ces élections ! A noter : vu que dans le groupe 2 il n'y a pas de liste concurrente, le candidat présent est élu d'office en tant que futur membre effectif de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics.

Ci-dessous les listes complètes dans lesquelles le Syndicat des P&T participe.

N'oubliez pas de voter !

ELECTIONS DU 6 AU 26 MARS 2025

ASSOCIATION GÉNÉRALE DES CADRES
ASSOCIATION GÉNÉRALE DES BACHELORS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES DE L'ÉTAT

CGFP/AGC/AGITE

Nos candidats PAS D'ELECTION NECESSAIRE*

GROUPE 2

(*Etant donné qu'aucune liste concurrente n'a été déposée dans ce groupe, les candidats CGFP sont proclamés élus d'office)

MEMBRE EFFECTIF



Daniel NESTLER

INFORMATICIEN CHEZ POST LUXEMBOURG
Secrétaire général de l'Association Générale des Cadres, Secrétaire général du Syndicat des P&T, Membre du Comité fédéral et du Comité exécutif de la CGFP

MEMBRE SUPPLÉANT



David GREISCH

CHARGÉ DE GESTION DIRIGEANT AU SERVICE ÉLECTRO-MÉCANIQUE DE L'ADMINISTRATION DES PONTS ET CHAUSSEES
Président de l'Association Générale des Bachelors Scientifiques et Techniques de l'État - AGITE, Membre du Comité fédéral et du Comité exécutif de la CGFP

ELECTIONS DU 6 AU 26 MARS 2025

Je vote
pour

CGFP

ELECTIONS DU 6 AU 26 MARS 2025

ASSOCIATION GÉNÉRALE DES CADRES
SYNDICAT PROFESSIONNEL DE LA FORCE PUBLIQUE
FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES EXPÉDITIONNAIRES
ET CHARGÉS TECHNIQUES DE L'ÉTAT

Nos candidats

8 VOIX À ATTRIBUER

GROUPE 3

LISTE 2



Romain WOLFF

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT, DES
DOMAINES ET DE LA TVA

Membre du Comité de l'AGC/CGFP,
Président fédéral de la CGFP,
Président de la CHFEP,
Président de la CESI



Steve KEIPES

ADMINISTRATION DES DOUANES ET ACCISES

Président de l'AGC,
Trésorier de la Douanengewerkschaft,
Membre du Comité exécutif et du Comité
fédéral de la CGFP,
Membre de la CHFEP



Maryse FELGEN

ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS
DIRECTES

Vice-Présidente de l'AGC/CGFP,
Membre du Comité permanent à l'Égalité
des Chances de la CGFP,
Membre suppléant du Comité
fédéral de la CGFP



Christian SCHLECK

FONCTIONNAIRE
SOUS-OFFICIER DE L'ARMÉE

Membre du Bureau exécutif de la CGFP,
Président du Syndicat Professionnel de la
Force Publique et du Syndicat
Professionnel de l'Armée,
Membre effectif de la CHFEP

ELECTIONS DU 6 AU 26 MARS 2025

CGFP/AGC/SPFP/FGEC

Nos candidats

8 VOIX À ATTRIBUER

GROUPE **3**

LISTE **2**



Georges DENNEWALD
SPUERKEESS

Membre du Conseil d'administration
de l'Association du Personnel de la BCEE,
Membre du Comité de l'Association
générale des cadres,
Membre de la CHFEP



Stéphanie SIUDA

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT, DES
DOMAINES ET DE LA TVA
Présidente de l'AFEE
(Association des Fonctionnaires et
Employés de l'Enregistrement ASBL),
Membre du Comité de l'AGC



Laurent BECKER

FONCTIONNAIRE ENTREPRISE DES P&T
Vice-Président de l'AGATA, Membre as-
sesseur du Syndicat des P&T, Membre
assesseur de la FGEC, Membre du Comité
fédéral et du Comité exécutif de la CGFP,
Membre suppléant de la CHFEP



Marlène NEGRINI

FONCTIONNAIRE POLICE GRAND-DUCALE
Assesseur du SNPGL,
Vice-présidente du SPFP,
Membre du Comité exécutif et fédéral de
la CGFP

ELECTIONS DU 6 AU 26 MARS 2025

C et D

14 VOIX À ATTRIBUER

Nos candidats

GROUPE 4

LISTE 3



Patrick BADDE

FONCTIONNAIRE/POLICE GRAND-DUCALE
Membre du Comité central du Syndicat
Professionnel de la Force Publique (SPFP),
Assesseur du SNPGL, Membre du Comité
fédéral de la CGFP, Membre du Comité
exécutif de la CGFP



Romain CONER

FONCTIONNAIRE/MINISTÈRE DE LA JUSTICE
2^{ème} Vice-Président de l'AAP,
Membre du Comité de la RP,
Membre effectif de l'APFP



Samuel ROBALO DA FONSECA

CAPORAL DE CARRIÈRE, GRADE CAPORAL-CHEF
ARMÉE LUXEMBOURGEOISE,
Adjoint au Bureau de Ravitaillement de la
compagnie d'instruction,
2^{ème} Vice-Président du SPAL



Raymond FEITEN

FONCTIONNAIRE, ARTISAN DIRIGEANT
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE
Trésorier de l'APATE,
Membre du Comité de la RP,
Membre effectif de l'APFP



Gilbert GOERGEN

FONCTIONNAIRE/POST LUXEMBOURG
Vice-Président de la CGFP et de la CHFEP,
Président de la FGEC, du Syndicat des
P&T et de l'AGATA, Membre des CA de
POST Lux. et du Fonds du Logement, de la
Commission des pensions, du Conseil de
discipline, Président du CA de la CMCM



Claude JANS

SURVEILLANT DES DOMAINES DU CIEA
MERSCH DE L'ADMINISTRATION
DES PONTS ET CHAUSSÉES
Trésorier de l'Association
Professionnelle des Cantonniers de l'Etat



Raymond JUCHEM

FONCTIONNAIRE/POST LUXEMBOURG

Président de la Bréifdréeschgewerkschaft
Vice-Président du Syndicat des P&T,
Membre du Comité fédéral de la CGFP,
Membre de la CHFEP, Délégué à la
Conférence des Comités de la CGFP



Bob JUNGERS

FONCTIONNAIRE/CGDIS

Président du SNPPL
Membre du Comité de la FGEC, Membre du
Comité fédéral de la CGFP, Délégué à la
Conférence des Comités de la CGFP,
Membre effectif de la CHFEP 2020-2025



Steve KLEIN

FONCTIONNAIRE

MINISTÈRE DE LA MOBILITÉ ET
DES TRAVAUX PUBLICS

Administration des
ponts et chaussées,
Membre du Comité de l'APCE



Patrick LOMMER

FONCTIONNAIRE

ADMINISTRATION DE LA GESTION DE L'EAU

Secrétaire général de la FGEC,
Membre suppléant de la CHFEP



Kim MULLER

SECRÉTAIRE-ADJOINT DE L'AAT

Vice-Président de l'APFP,
Membre suppléant du Comité
fédéral de la CGFP,
Délégué à la Conférence
des Comités de la CGFP,
Membre du Comité de l'APFAPCH



Marcel PLETSCHETTE

FONCTIONNAIRE/MAE

Président de l'AAT, Trésorier de l'APFP,
Membre du Comité fédéral de la CGFP,
Délégué à la Conférence des
Comités de la CGFP,
Président de l'APAFAL



Marco RICHARD

FONCTIONNAIRE DE POLICE EN RETRAITE

Membre effectif de la CHFEP depuis 2020,
Membre du conseil
d'administration du SNPGL,
Représentant de la CHFEP à la
Commission de grâce



Claude SCHUMACHER

FONCTIONNAIRE/CGDIS

Membre du Comité du SNPPL,
Membre suppléant de la CHFEP 2020-2025

**Ech
wielen**



12 Punkte-Abkommen:

Es ist vollbracht!



Alles begann im März 1990, als die Gewerkschaft der Briefträger, damals noch unter dem Namen FSFL (Fédération Syndicaliste des Facteurs Luxembourgeois), zu einem zweiwöchigen Streik aufrief. Leider blieb dieser Streik damals ohne Resultate und demnach die erhoffte Laufbahnaufbesserung. Viele Jahre vergingen, und nachdem der damalige Präsident der FSFL Anfang der 2000er Jahre in einen Finanzskandal verwickelt war, der die FSFL direkt betraf, musste die Gewerkschaft mit allen negativen Konsequenzen aufgelöst werden. Die neu gegründete Gewerkschaft der Briefträger, die heutige Briefträgergewerkschaft musste sich anschließend vollständig neu organisieren und u.a. am finanziellen Nullpunkt anfangen. Die Aufbauzeit der neuen Gewerkschaft der Briefträger nahm dann auch einige Zeit in Anspruch.

Gehälterreform aus dem Jahre 2015.

Erst 2013/2014, im Zuge der Gehälterreform der CGFP, wandten sich Vertreter der Briefträgergewerkschaft an die CSV-Minister F. Biltgen und O. Modert, um für eine Laufbahnaufbesserung zu werben. Die damals zuständigen Minister zeigten jedoch wenig Verständnis und Entgegenkommen für die Forderung der BG-Vertreter. Wohlwissend, dass die Gehälterreform aus dem Jahre 2015 in den darauffolgenden Jahren positive Auswirkungen auf die Löhne der Briefträger und Briefträgerinnen hatte.

Forderungen im Zusammenhang mit dem Harmonisierungsgesetz der unteren Laufbahnen.

Im Jahre 2019, im Zuge des aktuell noch immer zur Abstimmung stehenden Harmonisierungsgesetzes, brachten die Vertreter der BG in der entsprechenden Arbeitsgruppe der CGFP auf ein Neues ihre Laufbahnforderungen ein. Über den Weg des Harmonisierungsgesetzes wurde damals versucht, die aus Sicht der BG-Vertreter längst überfällige höhere Einstufung der Briefträgerlaufbahn bei Minister Marc Hansen einzufordern. Im Zusammenhang mit dem Harmonisierungsgesetz der unteren Laufbahnen (C und D-Laufbahn beim Staat) zeigte der in der Verantwortung stehende Minister zunächst jedoch absolut kein Interesse an einer Laufbahnaufwertung der Briefträger.

Direkte Kontaktaufnahme mit Minister Marc Hansen.

Daraufhin beschloss das Exekutivkomitee der Briefträgergewerkschaft direkten Kontakt mit Minister Marc Hansen aufzunehmen, um mit ihm persönlich über eine mögliche Aufwertung der Briefträgerlaufbahn zu verhandeln. Die Gespräche gestalteten sich anfangs alles andere als einfach, und es war fraglich, ob überhaupt jemals eine Einigung mit Minister Marc Hansen erzielt werden könnte. Es kam dann jedoch anders als erwartet: Am 12. Juni 2023 wurde das 12-Punkte-Abkommen zwischen der Briefträgergewerkschaft und Minister Marc Hansen doch noch unterzeichnet. Wie versprochen, hinterlegte Minister Marc Hansen am 12. Oktober 2023, kurz vor dem Ende der letzten Legislaturperiode das Gesetz zur 12-Punkte-Aufwertung der Briefträgerlaufbahn im öffentlichen Dienst. Am 23. April 2024 erfolgte im Zusammenhang mit die-

sem Gesetz das Gutachten des Staatsrats, gefolgt vom Gutachten der Beamtenkammer (CHFEP).

Im September 2024 wurden die beiden Stellungnahmen in der zuständigen Commission de la Fonction Publique im Parlament analysiert, um das zur Abstimmung stehende Gesetz gegebenenfalls noch anzupassen. Leider wurden nur wenige Vorschläge aus dem Gutachten der Beamtenkammer übernommen!

Gesetz dem Parlament zur Abstimmung vorgelegt.

Am 10. Oktober fand schließlich die Abstimmung im Parlament statt, bei der das Gesetz einstimmig mit 60 Stimmen, demnach mit den Stimmen der Oppositionsparteien, verabschiedet wurde. Und genau diese Abstimmung spiegelt den Stellenwert des Berufs der Briefträgerinnen und der Briefträger bei den Volksvertretern wider. Die um 12 Punkte verbesserten Prämien (prime de risque und prime pour sujétions particulières) für die Briefträgerinnen und Briefträger im öffentlichen Dienst, können, nachdem sie im Memorial publiziert worden sind, nun rückwirkend auf den 1. März 2024 ausgezahlt werden.

Ein Dank an Ex-Beamtenminister Marc Hansen.

Ohne in diesem Artikel im Detail auf die private Klage der 322 Briefträger vor dem Verwaltungsgericht einzugehen, ist das ausgehandelte 12-Punkte-Abkommen ein bedeutender Erfolg der Briefträgergewerkschaft und deren Exekutivkomitee. Dieses Abkommen resultiert im Endeffekt aus fast vierzigjährigen Forderungen zahlreicher Gewerkschaftsvertreter im Interesse ihrer Mitglieder. Bedauerlich ist nur, dass dieses finanziell interessante Abkommen erst jetzt, durch den beharrlichen Einsatz der aktuellen BG-Exekutive zustande gekommen ist und nicht schon früher. Rückblickend gesehen gilt gerade deswegen ein besonderer Dank dem Ex-Beamtenminister Marc Hansen, der die Umsetzung dieses Abkommens überhaupt erst ermöglicht hat.

Mögliche Auswirkungen auf die Briefträger im Privatstatut.

Ein Wermutstropfen bleibt jedoch, und zwar dass dieses Abkommen nur die Briefträger und Briefträgerinnen im öffentlichen Dienst betrifft. Aus Sicht der Briefträgergewerkschaft wäre es durchaus angebracht, wenn diesem 12-Punkte-Abkommen, dann bei den nächsten Tarifverhandlungen zur CC05, auch Rechnung getragen würde und die Löhne der Briefträgerinnen und Briefträger im Privatstatut gerechterweise auch angepasst würden. Sollte neben dem nun umgesetzten 12-Punkte-Abkommen dann auch die Privatklage der 322 Briefträger vor Gericht erfolgreich sein, würde dies eine völlig neue Ausgangslage für die Verhandlungen des nächsten Kollektivvertrags schaffen. In diesem Fall müsste die derzeitige Einstufung der Briefträgerlaufbahn im privaten Statut in die B-Laufbahn mit Sicherheit überdacht werden, da die öffentliche

C-1 Laufbahn, finanziell gesehen, in absolut keinem Verhältnis mehr zur B-Laufbahn im Privatstatut stehen würde.

Aus der Parlamentssitzung vom 10 Oktober Projet de loi 8321.: Abkommen zwischen der BG und dem Minister der „Fonction Publique“.

Der Abgeordnete Maurice Bauer (CSV) hatte als Berichterstatter die Aufgabe, den Parlamentariern den Gesetzentwurf 8321 zu erläutern, welches ein Abkommen zwischen der Briefträgergewerkschaft und der Regierung darstellt. In seinem ausführlichen Bericht ging Maurice Bauer sowohl auf den Gesetzentwurf, als auch auf die Gutachten des Staatsrats und der Beamtenkammer ein. Anschließend war es an den Abgeordneten der verschiedenen Parteien ihre Position zum Gesetzentwurf darzulegen und ihre jeweiligen Fragen an den Minister zu richten.

Die Abgeordneten weisen auf den hohen Stellenwert des schwierigen Berufes hin.

Der DP Abgeordnete Gusty Graas und dessen Partei unterstützten den Gesetzentwurf, der bekanntlich vom ehemaligen DP-Minister Marc Hansen auf den Instanzenweg gebracht wurde. Gleichzeitig wies der DP-Abgeordnete jedoch auf das Harmonisierungsgesetz hin und erläuterte, welche Auswirkungen dieses Gesetz möglicherweise auf das Abkommen der Briefträgergewerkschaft haben könnte. Die Abgeordnete Alexandra Schoos und ihre Partei, die ADR, stimmten dem Gesetzentwurf zu, jedoch mit dem Vorbehalt, dass das Gesetz zur Harmonisierung der staatlichen Laufbahnen dem Parlament noch nicht vorliegt. Sie äußerte die Hoffnung, das Gesetz 8040 bald im Parlament präsentiert zu bekommen. Djuna Bernard von „déi Gréng“ stimmte dem Gesetz ebenfalls zu, ohne besondere Anmerkungen seitens ihrer Partei zu machen.

Yves Cruchten würdigt die Briefträger und weist auf die soziale Komponente des Berufes hin.

Abgeordneter Yves Cruchten von der LSAP betonte, dass der Beruf des Briefträgers durch die Digitalisierung und die Einführung vieler neuer Dienstleistungen weitaus komplexer und vielseitiger geworden ist, als viele vielleicht denken. In den letzten Jahren wurden mehrere Postfilialen auf dem Land geschlossen, was unweigerlich Auswirkungen auf die Arbeit der Briefträgerinnen und Briefträger hat. Es gebe jedoch eine Konstante, nämlich den Briefträger, der jeden Tag zuverlässig und pünktlich am Briefkasten vor der Haustür steht. Die Briefträgerinnen und Briefträger leisten mit ihrer wertvollen Arbeit einen wichtigen sozialen Beitrag in unserer Gesellschaft, da viele, oft ältere Menschen, allein zu Hause sitzen und die Briefträger häufig deren einzige Kontaktperson darstellen. Ihre wichtige Tätigkeit trägt somit erheblich zum gesellschaftlichen Zusammenhalt bei. Abschließend stellte der LSAP-Abgeordnete die Frage, ob die Klage der Briefträger, die sich laut Presseberichten diskriminiert fühlen, in Bezug auf deren verschiedene Anliegen, gerechtfertigt

ist. Zudem erkundigte er sich, ob Beamtenminister Wilmes in diesem Zusammenhang bereits Gespräche mit der Briefträgergewerkschaft geführt habe.

Fragen des Abgeordneten Yves Cruchten an, die sich auf die Klage der Briefträger bezogen und an Minister Wilmes gerichtet waren.



David Wagner bemängelte den vorliegenden Gesetzestext, weist in diesem Zusammenhang auf die Rentenproblematik hin und bemängelt die Liberalisierung der Postdienste mit Impact auf die Arbeitsbedingungen.

In seiner Stellungnahme betonte David Wagner von „déi Lénk“, dass seine Partei dem Gesetzentwurf selbstverständlich zustimme. Er wies jedoch darauf hin, dass die Regierung der Empfehlung der Beamtenkammer hätte folgen können, welche vorschlug, die Prämien zu harmonisieren und unabhängig vom Statut dann als „prime pensionable“ einzustufen. Diese Tatsache hätte das Abkommen mit der Briefträgergewerkschaft mit Sicherheit noch interessanter gestaltet. Der Berichterstatter Maurice Bauer erklärte, dass dies aufgrund der weitreichenden Konsequenzen nicht möglich gewesen sei. David Wagner vertrat jedoch die Ansicht, dass die Regierung diese Forderung ohne Weiteres hätte umsetzen können. Die Gewerkschaften und die Betroffenen hätten sich über ein solches Vorgehen sicherlich nicht bei der Regierung beklagt. Laut David Wagner müsste im Parlament dann auch häufiger über die Briefträger debattiert und vor allem dann auch gehandelt werden, insbesondere in Bezug auf das Statut der Postmitarbeiter und deren Arbeitsbedingungen. Der Beruf des Briefträgers sei in der Vergangenheit keineswegs einfacher geworden, und die Liberalisierung der Postdienste habe rein gar nichts gebracht, so David Wagner. Im Gegenteil, die Arbeitsbedingungen hätten sich gerade durch diese Liberalisierung verschlechtert. Angesichts dieser Probleme sei es laut dem Abgeordneten von „déi Lénk“ unbedingt notwendig, konkrete Maßnahmen zu ergreifen. Abschließend schloss sich David Wagner den

Beamtenminister Serge Wilmes bekennt sich zum Sozialdialog und will den Dialog mit der Briefträgergewerkschaft suchen.

Dann bezog Beamtenminister Wilmes im Namen der Regierung Stellung und dankte dem Berichterstatter Maurice Bauer für dessen ausführliche Präsentation. Er betonte, dass die Regierung das vom vorherigen Minister ausgehandelte Abkommen mit der Briefträgergewerkschaft selbstverständlich umsetzen werde. Die Regierung bekenne sich ausdrücklich zum Sozialdialog mit den Gewerkschaften und sei offen für Gespräche. In diesem Fall betreffe es die Briefträgergewerkschaft, und man werde in naher Zukunft den Dialog suchen, auch wenn derzeit noch kein konkreter Termin feststehe. Es sei demnach geplant, mit der Briefträgergewerkschaft zu sprechen, ungeachtet der Tatsache, dass aktuell eine Klage vor dem Verwaltungsgericht eingereicht wurde. Bezüglich dieser Klage müsse man abwarten, und selbstverständlich habe jeder in unserem Rechtsstaat das Recht, diesen Rechtsweg zu beschreiten. In Bezug auf die Klage der Briefträger vor dem Verwaltungsgericht, werde sich die Regierung dann auch nicht einmischen.

Minister Wilmes weist auf die bedeutende und besondere Rolle der Briefträger in unserer Gesellschaft hin.

Minister Wilmes wies, wie schon Yves Cruchten in seiner Rede hervorhob, auf die bedeutende Rolle und den Stellenwert des Briefträgers in unserer Gesellschaft hin. Der Beruf habe sich jedoch in den letzten Jahren stark verändert und sei nicht mehr derselbe wie früher. Die Briefträgerinnen und Briefträger gewährleisten den Universaldienst, und ihre Tätigkeit umfasse auch eine wichtige

soziale Komponente. Es sei daher auch sehr lobenswert, dass Abgeordneter Yves Cruchten auf diese Situation hingewiesen habe. Die Regierung teile diese Einschätzung und erkenne die besondere Rolle der Briefträger an. Minister Wilmes machte in seiner Stellungnahme jedoch auch darauf aufmerksam, dass man die Situation beim Postunternehmen, im Zusammenhang mit der Situation eines öffentlichen Unternehmens betrachten müsse. Es werde nicht nur im öffentlichen Statut, sondern auch im Privatstatut beim „Etablissement Publique“ POST rekrutiert, was entsprechende Konsequenzen zur Folge hat. Er wies auch darauf hin, dass es beim Staat viele Laufbahnen gäbe, und es sei wichtig, dass diese insgesamt kohärent gestaltet sein sollten.

Legitime Forderungen!

Es sei jedoch auch legitim, dass Gewerkschaften Forderungen stellen. Ob und wie diese Forderungen schlussendlich umgesetzt werden können, insbesondere dann mit eventuellen Auswirkungen auf andere Laufbahnen, stelle eine separate Frage respektiv Problematik dar. Die Regierung sei trotz allem offen für entsprechende Gespräche. Im Zusammenhang mit dem Harmonisierungsgesetz der unteren Laufbahnen, das noch von der vorherigen Regierung eingereicht wurde, merkte er an, dass man derzeit auf das neue Gutachten vom Staatsrat warte und man sich demnach nun in der finalen Phase befinde. Die Regierung sei sich bewusst, dass viele Beamte und Angestellte darauf warten,

dass dieses Gesetz endlich im Parlament verabschiedet wird. Im Falle einer Annahme des Gesetzes werde sich die Struktur und Benennung der Laufbahnen ändern, was dann auch Auswirkungen auf die Laufbahn der Briefträger haben werde. Die Regierung befasst sich, soweit das öffentliche Statut betroffen ist, mit deren Arbeitsbedingungen und wird bei Bedarf versuchen, diese zu verbessern, so Minister Wilmes.

Abstimmung ohne Gegenstimme.

Nachdem sich die Abgeordneten der jeweiligen Parteien zum vorliegenden Text geäußert hatten, wurde über den Gesetzentwurf abgestimmt, und aufgrund eines technischen Fehlers ergab die Abstimmung sogar ein Ergebnis von 61 zu Null. Dieses einstimmige Abstimmungsergebnis verdeutlicht wie schon oben angedeutet den hohen Stellenwert, den der Beruf der Briefträgerinnen und Briefträger bei den Abgeordneten und deren Parteien genießt. Während der Parlamentsitzung wurde nicht weniger als 23-mal auf die Briefträgergewerkschaft oder den Stellenwert der Briefträgerinnen und Briefträger hingewiesen. Es ist schon eine Weile her, dass so intensiv über die Briefträger, die Briefträgergewerkschaft und über das Postunternehmen im Parlament diskutiert wurde. Aus diesem Abstimmungsergebnis kann man indirekt dann auch schließen, dass die Klage der 322 Briefträger durchaus berechtigt ist und sich aufgrund der interessanten Debatte im Parlament eventuell neue Perspektiven für die Zukunft des Briefträgerberufs eröffnen werden.

DÉMÉNAGEMENT DU SIÈGE DU SYNDICAT DES P&T

Dans le cadre de la démolition de certains bâtiments occupés par POST, nous avons été amenés à déménager notre siège de la rue Epernay à la Gare vers le bâtiment Bian 2 à la Cloche d'Or (bâtiment POST Technologies).

Nous souhaitons adresser nos sincères remerciements à toutes les personnes qui ont contribué au déménagement. Votre professionnalisme, votre réactivité et votre collaboration ont été essentiels pour assurer le bon déroulement de cette opération. Nous vous sommes profondément reconnaissants pour votre engagement.



Retrouvez-nous désormais au :
2, rue Emile Bian à la Cloche d'Or.



visit us
[www.facebook.com/
syndicatpt.lu](https://www.facebook.com/syndicatpt.lu)



Entrevue avec le Ministre de l'Economie M. Lex DELLES du 20 janvier 2025



d. g. à. dr. Udo FELL, Daniel NESTLER, Steve STREFF, Lex DELLES, Gilbert GOERGEN, Guy MODERT, Raymond JUCHEM



**SYNDICAT
DES P&T** a.s.b.l.
affilié à la **CGFE**



**SCANNER LE CODE QR ET INSCRIVEZ-VOUS À
NOTRE NEWSLETTER**

HARMONISATION DES CARRIÈRES INFÉRIEURES : UNE AVANCÉE DÉCISIVE !

Enfin, après une attente insoutenable, l'harmonisation des carrières inférieures des fonctionnaires et employés de l'État est sur le point de devenir une réalité !

Signé en janvier 2022 avec des engagements clairs, ce projet a connu de nombreux obstacles, notamment l'opposition initiale du Conseil d'État et un processus de correction approfondi en 2024. Grâce à un travail rigoureux et à la persévérance des représentants des salariés publics, le texte a été amélioré et a franchi une étape essentielle : son approbation en commissions de l'État.

Un dernier ajustement reste à faire suite à un élément soulevé par l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, mais la rectification nécessaire est en cours. Tout indique désormais que l'harmonisation sera finalisée et approuvée avant le printemps !



UNE VICTOIRE POUR LES AGENTS PUBLICS

Cette réforme tant attendue, qui comprend la mise en place de nouvelles grilles salariales et l'adaptation des fins de carrière, répond enfin aux attentes légitimes des agents de l'État. Il s'agit d'une reconnaissance méritée pour celles et ceux qui assurent, chaque jour, le bon fonctionnement de nos services publics. Nous saluons le travail de tous les membres de la Chambre des fonctionnaires, en particulier les représentants de la CGFP, dont l'engagement constant a permis d'aboutir à ce résultat.

RESTONS VIGILANTS JUSQU'À LA CONCRÉTISATION !

Si nous nous félicitons de cette avancée, nous restons mobilisés et attentifs à la mise en œuvre rapide et sans nouvel obstacle de cette harmonisation. Le temps des retards est terminé, place aux actes ! L'amélioration des carrières inférieures est une question de justice et de respect. Nous continuerons à défendre avec détermination les intérêts de tous les agents publics pour garantir des conditions de travail et de rémunération à la hauteur de leur engagement.

CGFP
Gilbert Goergen
Vice-président
Président du Syndicat des P&T

Walen 2025



CHFEP

Chambre des fonctionnaires
et employés publics

Erneuerung vun de Mandater an der Chambre des Fonctionnaires et employés publics

- Accord Salarial CGFP,
- Harmonisatiounsgesetz fir ënnescht Carrièren beim Staat
- Mediationsaccord Syndicat des P&T
- 2-Punkten Accord fir Bréifdréier a Bréifdréierinnen am öffentliche Statut



Bei all dësen Accore souze Vertrieder vun de Gewerkschafte vum Syndicat des P&T an de Negociatiounen, a hu mat hirem direkten Awierke, richtungsweisend a gutt Accoren fir e.a. d'Mataarbechter vun der POST am öffentliche garantéiert.

Wielt bei de kommende Wale vun der Chambre des fonctionnaires et employés publics onbedéngt d'CGFP, a garantéiert parallel mat ären Stimmen, dass och weiderhi Vertrieder vum Syndicat des P&T an dëser eminent wichtiger Chamber setzen!

KANDIDATE VUM SYNDICAT DES P&T SINN BEI DËSE WALEN OP DER FOLLGENDER LESCHT VERTRUEDEN

GRUPP
3



Laurent BECKER

GRUPP
4



Gilbert GOERGEN

GRUPP
4



Raymond JUCHEM

AM GROUPE 2 ASS DE NESTLER DANIEL DIREKT GEWIELT AN DAT WELL KENG KONKURRENZLESCHT DEPOSÉIERT GOUF.

ALL ÄR STEMME FIR D'CGFP LESCHTEN. KENG STEMM DIERF VERLUER GOE, WELL FIR ÄR BESCHTMÉIGLECH ZUKUNFT ZE GARANTÉIEREN, MUSS D'CGFP GESTÄERKT AUS DËSE WALEN ERAUS GOEN!

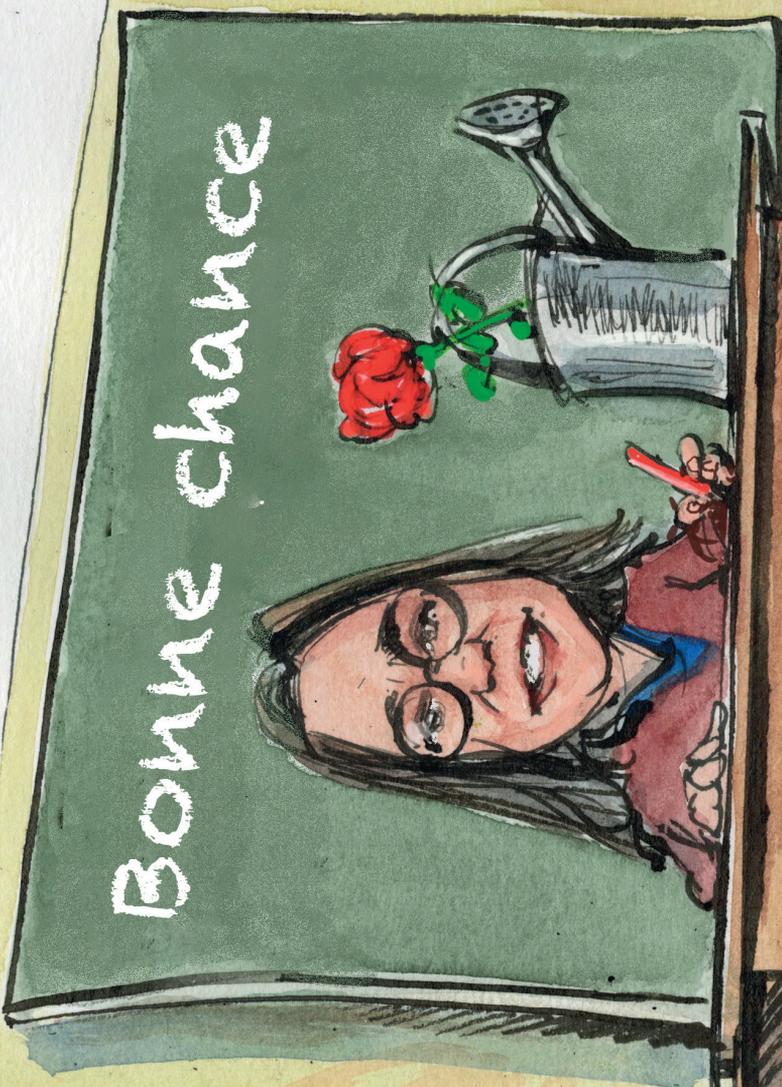


SYNDICAT
DES P&T
a.s.b.l.

affilié à la



DE SYNDICAT DES P&T MAT SENGEN 8 GEWERKSCHAFTE DREIWEND GEWERKSCHAFTLECH KRAAFT A KONKURRENZLOS GEWERKSCHAFT BEI POST LËTZEBURG



ALNEIDER